

Economie • Numérique

Bruno Giussani : « Les géants du numérique ont développé une sorte d'impunité, une capacité à surnager au-dessus des règles »

Entretien Bruno Giussani, ancien directeur des conférences TED, publie un engagé « Manuel de résistance à l'emprise technologique », au moment où se pose la question de la souveraineté numérique de l'Europe et où se tiennent aux Etats-Unis des procès inédits contre les réseaux sociaux.

Propos recueillis par Corinne Bouchouchi

Publié le 12 février 2026 à 18h00, mis à jour le 12 février 2026 à 19h04 | Lecture : 7 min. **Abonné**



Bruno Giussani, ancien directeur des conférences TED. YBD

Pendant plus de vingt ans, Bruno Giussani a parcouru le monde depuis « *cette petite région des Alpes, dans la partie italophone de la Suisse* » d'où il est originaire. D'abord pour exercer son métier de journaliste politique, puis comme curateur et directeur européen de la Fondation [TED, célèbre pour ses conférences aux prestigieux invités](#). Nous le rencontrons à Paris, juste avant une conférence sur le thème de la souveraineté européenne. Un sujet qui, depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, est sur toutes les lèvres et que ce polyglotte, qui fut aussi correspondant à New York pour le magazine suisse « l'Hebdo », n'a jamais cessé de documenter. Mais au-delà de ce moment critique de la politique américaine, c'est tout un système d'emprise et d'addiction orchestré par les géants américains des technologies (les Gafam) qu'il interroge. Interview.

Pendant vingt ans, vous avez dirigé les conférences TED en Europe, vous avez aussi chroniqué internet au « New York Times » et encadré le numérique du Forum économique mondial. Pourtant, aujourd’hui, vous publiez un « Manuel de résistance à l’emprise technologique » (éd. des Equateurs). Comment expliquez-vous cette bascule ?

Bruno Giussani Au début des années 1990, le journal pour lequel je travaillais en Suisse me nomme correspondant à New York. C’est l’époque où le Cern met tout le logiciel du web en open source et où naissent les premiers sites commerciaux. Je me passionne alors pour la manière dont ces nouvelles technologies vont bouleverser nos vies, leur impact social, culturel, politique. La manière dont elles vont aussi changer la valeur même de l’information. Je suis loin d’être technophobe mais j’ai pris très tôt conscience que l’idée d’un espace virtuel totalement dépourvu de règles et totalement libre, comme l’a décrit [John Perry Barlow](#) [auteur de chansons pour Grateful Dead et cofondateur de l’Electronic Frontier Foundation, association de défense de la liberté d’expression sur internet, NDLR] dans « [la Déclaration d’indépendance du cyberspace](#) » en 1996, était non seulement absurde mais allait créer beaucoup de dégâts. J’ai emprunté cette notion de résistance au sociologue américain Neil Postman qui, dès 1992, dans « Technopoly » [« Comment la technologie détruit la culture » (éd. L’Echappée)] notamment, explique que les technologies ne sont jamais naturelles – elles ne tombent pas du ciel ! Elles sont toujours le produit de circonstances historiques, économiques, politiques spécifiques. C’est pourquoi il faut garder une distance critique et faire en sorte que leurs impacts négatifs soient au moins maîtrisés. J’ai toujours eu cette position depuis trente ans.

Aux Etats-Unis s’est ouvert cette semaine un procès inédit contre les réseaux sociaux. Neuf plaignants affirment avoir développé une dépendance aux plateformes quand ils étaient mineurs et en avoir subi de graves préjudices, notamment des problèmes de santé mentale. Ils réclament des dommages et intérêts et une modification de la conception des réseaux sociaux. Que vous inspire ce procès ?

Le procès qui se tient actuellement aux Etats-Unis concerne une série de plaintes par rapport aux mécanismes mis en place par les réseaux sociaux pour garder le plus longtemps les gens collés aux écrans, comme le déroulement infini [[le « scrolling »](#)], les algorithmes de recommandation ou même des éléments de design de l’interface [*comme la lecture automatique des vidéos*]. Ces technologies très puissantes sont de vraies bombes à retardement cognitives et sociales, pour lesquelles leurs créateurs essaient d’esquiver toute responsabilité. Il y a aussi des procès contre les développeurs des chatbots d’intelligence artificielle (IA). Les mettre enfin devant leurs responsabilités est aussi une forme de résistance.

Quand on a un smartphone ou un ordinateur entre les mains, on croit qu’on utilise un simple objet, mais derrière il y a des centaines de personnes dont le job est de trouver toutes les solutions pour nous garder collés à l’écran. En tant qu’utilisateurs, on est seul face à toute une architecture intentionnelle de surveillance et d’influence.

La première plaignante, dans le procès, avait 8 ans quand elle a créé son premier compte sur YouTube. Elle accuse aujourd’hui les réseaux sociaux d’être à l’origine de sa souffrance mentale. Votre livre s’ouvre justement sur la manière dont ChatGPT s’y prendrait pour détruire les jeunes esprits.

Au printemps 2025, plusieurs personnes ont posté sur les réseaux sociaux les réponses de ChatGPT à la question de savoir s’il était le diable, comment il s’y prendrait pour détruire les jeunes esprits de la prochaine génération sans qu’on s’en rende compte, etc. Ce sont des publications volontairement outrés, mais on pouvait lire ceci : « *Gardez-les rivés à leurs écrans, à parcourir des contenus superficiels. Assurez-vous qu’ils ne s’ennuient jamais [...] En bref : pour détruire la prochaine*

génération, inutile de jouer sur la peur. La distraction, l'engourdissement, la confusion, l'isolement, la démoralisation sont beaucoup plus efficaces. » Peu après le chatbot donnait des réponses inverses, cette fois en tant qu'ange, et donc des conseils tels que « *renforcez les liens communautaires, amicaux, familiaux* ». La machine savait comment faire. Et nous ?

Comment en est-on arrivé là ?

Le lancement de l'iPhone en 2007 a été un point de bascule. Soudain, la connectivité numérique qui était liée à un lieu physique défini, là où se trouvaient nos ordinateurs, a migré dans nos poches, constamment avec nous. Il n'y aurait pas eu de réseaux sociaux tels que nous les connaissons aujourd'hui sans cette connexion permanente, sans cette possibilité d'activité et de réactivité constante. Ajoutez le modèle d'affaires de ces plateformes, structurée autour de la publicité, donc de la surveillance : on collecte les données personnelles des utilisateurs pour cibler la pub ; on garde les utilisateurs collés aux écrans afin de leur montrer plus de pub (et capturer plus de données). C'est pour cette raison que les algorithmes ont appris à proposer des contenus clivants, polarisés, qui font lever sur les émotions. C'est ce que l'industrie appelle « développer l'engagement ».

C'est ce modèle d'affaires basé sur l'engagement qui produit l'addiction, le mal-être ?

Oui ! Le mot « engagement » suggère des qualités positives, de choix et d'intention, mais quand les entreprises disent qu'elles développent l'engagement, en réalité, cela veut dire qu'elles approfondissent la dépendance, l'addiction. Au départ, on pensait que ces technologies issues du web pouvaient être une force positive, qu'elles allaient libérer de la créativité, mais très vite la privatisation de ces espaces par des intérêts commerciaux très forts a ouvert la voie vers cette situation actuelle où l'espace virtuel est contrôlé par une poignée d'entreprises, pour la plupart américaines, avec des buts qui ne sont plus du tout alignés avec l'intérêt commun. En trente ans, j'ai pu voir la nature changeante du profil des dirigeants de ces grandes entreprises. Ils ont développé une sorte d'impunité, une capacité à surnager au-dessus des règles, une forme d'omnipotence contraire au bien commun et dangereuse. En fait, de par leur taille, les capitaux immenses qu'elles concentrent, l'emprise qu'elles ont sur nos vies, leur accès presque direct à nos cerveaux, l'existence des Gafam n'est plus compatible ni avec nos libertés ni avec la démocratie.

Un pendentif baptisé Friend a fait récemment son apparition en France. Il s'agit d'un accessoire doté d'une IA qui écoute toutes nos conversations en continu pour agir comme un compagnon virtuel. N'est-ce pas tout aussi dangereux ?

Il s'agit d'un pendentif connecté que l'on peut porter constamment sans fil, une sorte de chatbot personnalisé, constamment allumé, constamment à l'écoute de tout ce qui se passe dans l'environnement de la personne qui le porte. Si vous le portez, non seulement la machine sera capable d'écouter ce que nous disons mais aussi d'écouter ce que la personne en face dit. Ce « gadget » peut être comparé aux lunettes connectées de Meta, qui en plus sont dotées de caméra (ce que Friend pour l'instant n'a pas). Ce sont des appareils apparemment moins intrusifs qu'un téléphone portable mais qui sont des destructeurs de la sphère privée et des relations sociales : quiconque entre dans leur espace de vision ou d'écoute est exposé à une capture filmée ou audio de qui ils sont, de ce qu'ils font, de ce qu'ils disent, sans avoir la possibilité de donner la moindre permission.

Il faudrait les interdire ?

Dans un monde normal, oui. Car ce sont des objets qui ne sont plus identifiables directement comme des appareils électroniques mais sont camouflés : c'est de la connectivité de surveillance qui s'installe dans les objets du quotidien. Cela me fait penser à ces gadgets que portaient les espions

russes ou américains dans les films d'espionnage il y a quarante ans, le micro caché dans un bouton de veston. On est en train de créer cela, à l'échelle de toute la société.

Cette surveillance généralisée s'est-elle imposée au cœur des entreprises de technologie ?

Tout le monde sait que les géants des technologies capturent nos données personnelles, mais peu se rendent compte jusqu'à quel niveau de détails. Evidemment il n'y a personne chez Facebook ou Google qui est assis derrière son ordinateur et se dit « voyons ce qu'on peut faire aujourd'hui avec Bruno ». Par contre, tout leur système est construit sur ce principe de « on surveille, on contrôle et on accumule toute l'information possible sur tout le monde ». Il faut bien voir que les technologies numériques ne sont jamais neutres. Le code logiciel englobe la façon de voir le monde de ceux qui le développent. Il suffit de voir comment les algorithmes de Grok, l'IA de X [*ex-Twitter*], sont constamment adaptés pour refléter la vision du monde de son patron, Elon Musk. J'appelle cette manipulation la reprogrammation algorithmique de la société : ce sont maintenant les algorithmes qui décident de ce qu'on peut faire ou ne pas faire, ce qui serait moralement acceptable ou pas. Si les ingénieurs responsables pour Grok trouvent qu'il serait cool d'offrir un outil pour favoriser le harcèlement ou l'exploitation d'images sexualisées, ils le font (ils l'ont fait récemment), et le prix est payé par les individus et la société.

Votre ouvrage se veut justement un manuel de résistance à cette emprise. N'est-il pas déjà trop tard ?

Il est essentiel de comprendre comment ces technologies fonctionnent. Pas seulement comment les utiliser. Mais pourquoi elles donnent les réponses qu'elles donnent, dans quel système de pouvoir elles ont pris forme. Ensuite il faut entretenir une distance critique, une vigilance constante. Toute technologie nous vient dans un contexte historique, social, économique particulier, créé par des personnes qui ont une vision du monde particulière. Aucune n'est neutre. Cette idée que la technologie est neutre et que s'il n'y a pas de règle publique, politique, démocratique, il n'y a pas de règles, c'est illusoire. Si des règles démocratiques, établies par les Etats, n'existent pas, les règles qui s'appliquent sont celles décidées par ceux qui produisent la technologie.



[**LINK ARTICLE**](#)

[**LINK LIVRE**](#)

« Manuel de résistance à l'emprise technologique. Comment ne pas se laisser manipuler à l'ère de l'intelligence artificielle », par Bruno Giussani, Equateurs, 192 p., 19 euros.

Propos recueillis par **Corinne Bouchouchi**